

Doha 2008: les droits des femmes et l'égalité de genre dans le Financement du Développement

1. Nous, femmes provenant des organisations et réseaux pour les droits des femmes, réunies à Doha avant la Conférence sur le Financement du Développement (FdD) pour examiner le Consensus de Monterrey, avons travaillé pour faire en sorte que l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes sont au cœur du processus du FdD.

2. La Conférence de Doha sur le FdD se déroule à un moment de crise financière, alimentaire et des carburants. Les effets négatifs combinés de ces crises sur l'économie réelle et les prix exacerbent la lutte des femmes pour obtenir leurs moyens de subsistance, la sécurité alimentaire et l'amélioration de leur bien-être et ceux de leurs familles et leurs communautés. Ce n'est pas un phénomène nouveau, ni totalement imprévue dans un ordre systémique, où les inégalités structurelles et la discrimination touchent de façon disproportionnée les femmes.

3. Les femmes constituent la majorité des personnes travaillant dans le secteur informel et avec des modalités d'emplois flexibles, souvent avec des conditions de travail précaires. Ainsi, en période de crise elles luttent encore plus pour maintenir leurs emplois et leurs niveaux de revenus. Dans le même temps, des coupures dans la prestation de services publics, y compris l'éducation et la santé, augmentent la charge du travail invisible et non rémunéré fait principalement par les femmes. Avec des fluctuations fréquentes des prix, les femmes essayent de surmonter le stress financier accru au sein des ménages. Les femmes en situations de conflit souffrent plus gravement, mais sont souvent exclues du processus de négociation de paix.

4. Expériences passées ont montré que les crises et les réponses données par des politiques néolibérales, telles que les programmes d'ajustement structurel du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale, ont touchés de manière disproportionnée les femmes. Pourtant, les mêmes politiques peu judicieuses de libéralisation des marchés, déréglementation et de privatisation maintenant continuent à être favorisées comme la solution.

5. Cette réalité démontre que les politiques macroéconomiques ne sont pas neutres en ce qui concerne le genre. Cela signifie que tout effort visant à résoudre les crises ou la mise en place d'engagements réels de financement du développement doit défier et surmonter l'injustice de genre à tous les niveaux.

6. La participation des réseaux de femmes et d'autres acteurs de la société civile dans le processus de révision du FdD a été cohérente, ciblée et visant à assurer que ses résultats fortement abordent les lacunes du Consensus de Monterrey de manière affirmer les engagements sur les droits des femmes et l'égalité de genre. Du début du processus, nous nous avons battu contre les efforts déployés par certains gouvernements pour réduire la portée de la révision et à affaiblir l'importance du FdD et des Nations Unies dans la gouvernance économique mondiale. Toutefois, la ruée pour trouver des solutions à la crise financière mondiale a produit un processus d'exclusion, par exemple le Sommet du G20 à Washington, DC. Le résultat a préempté la Conférence de révision du FdD et a limité les options de politiques et mesures qui pourraient corriger à long terme les déséquilibres systémiques.

7. Nous croyons que cette Conférence doit se fonder sur les engagements préalables des Nations Unies pour l'égalité de genre et les droits des femmes, fondée sur le principe de la responsabilité mutuelle et des obligations des gouvernements de réaliser les objectifs de développement internationalement accordés, des objectifs et des actions qui ont été identifiés principalement dans le Programme d'Action de Beijing, la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'égard des Femmes et les Conventions de l'Organisation International du Travail.

8. Dans ce contexte, nous félicitons la reconnaissance de l'égalité de genre comme un droit humain fondamental et comme une question de justice sociale indispensable à la croissance économique, la réduction de la pauvreté, la durabilité de l'environnement et l'efficacité du développement comme il est dit dans le nouveau paragraphe 3bis (version 25 Novembre 2008). Cependant, nous ne devons pas seulement un bon préambule qui reconnaît la nécessité de l'égalité des sexes, nous avons besoin d'actions politiques.

9. Nous soulignons l'importance de mesures concrètes pour accroître les ressources pour l'égalité de genre, comme il est indiqué au paragraphe 40bis (version 25 Novembre 2008) pour réaliser les droits des femmes et l'autonomisation. En outre, par rapport à la mobilisation des ressources financières nationales pour le développement, le paragraphe 9bis (version 25 Novembre 2008) est un engagement à éliminer la discrimination basée sur genre en reconnaissant pleinement l'égalité d'accès aux ressources économiques et l'importance de la gestion publique sensible au genre. Cependant, nous demandons un engagement plus forte sur des politiques et d'action sur l'égalité de genre dans l'ensemble du document sur le développement, le commerce, les finances, la dette, l'aide et des questions systémiques.

10. Nous réaffirmons notre engagement à être pleinement impliquées dans tous les processus de suivi et nous soulignons la nécessité de convoquer une grande conférence internationale sous les auspices de l'ONU pour entreprendre les problèmes structurels qui sous-tendent l'économie internationale et la gouvernance financière. Tous les mécanismes de suivi doivent être des espaces efficaces qui permettent présenter de forme cohérente et régulière des proposition sur l'égalité de genre, aussi doivent veiller pour la participation des réseaux et d'organisation des droits des femmes ainsi que des défenseurs de l'égalité entre les sexes.

11. Nous demandons aux gouvernements des état-membres de l'ONU qui sont sur le point de commencer la réunion à Doha de: (a) insister sur la primauté de l'ONU en tant que site pour un ouvert et transparent, inclusif et multipartite processus institutionnel qui offre les espaces institutionnels pour que les réseaux et organisations des droits des femmes et les défenseurs de l'égalité entre les sexes suivent la mise en œuvre du Consensus de Monterrey; (b) souligner la nécessité de continuer avec l'analyse de genre sur les thèmes structurelles qui sous-tendent l'économie et la gouvernance financière internationale; (c) promouvoir sérieusement dans le suivi de la mise en œuvre du Consensus de Monterrey l'engagement général en faveur de l'égalité de genre, l'analyse et des outils de suivi et des indicateurs comme il est proposé dans l'introduction et dans certains paragraphes de la Déclaration de Doha.

Groupes qui ont signé :

Women's Working Group on Financing for Development, Association for Women's Rights in Development (AWID), International Gender and Trade Network (IGTN), Development Alternatives with Women for a New Era (DAWN), Women in Development Europe (WIDE), Gender and Education of Office of International Council for Adult Education (GEO-ICAE), Coordinadora Spain, Global Policy Forum, African Women's Development and Communication Network (FEMNET), Network for Women's Rights in Ghana (NETRIGHT), Advocates and Trainers for Women's Welfare Advancement and Rights (ARWWAR), Education and Networking for Latina Cooperation and Empowerment (ENLACE), Feminist Task Force - Global Call to Action against Poverty (FTF-GCAP), African Peace Network (APNET), Association of German development non-governmental organizations (VENRO), African Women's Network (AWN), African Women's Economic Policy Network (AWEPON), Women Environmental Programme - Nigeria, International Trade Union Confederation (ITUC), FOKUS Forum for Women and Development, KOO, United Church of Christ, German Foundation for World Population, Agricultural Mission, UBUNTU World Forum of Civil Society Networks, African Women Empowerment Guild (AWEG), Women Resourced Advocacy Centre, National Alliance of Women (NAWO), Asia Pacific Women's Watch (APWW), International Presentation Association of the Sisters of the Presentation, African Women's Development Fund (AWDF), Public Services International, Asian-Pacific Resource and Research Centre for Women (ARROW), Terre des hommes Germany, Sisters of Charity Federation, National Network of Indigenous Women Nepal, Women's Environment & Development Organization (WEDO), Südwind-Institut, CIVICUS, Women's International League for Peace and Freedom (WILPF), Sahiba Sisters Foundation - Tanzania, International Centre for Women Empowerment & Child Development(ICWECD) – Nigeria, International Women's Anthropology Conference (IWA), Coordinadora Política y Social - Perú (CPS), ActionAid.

Plus d' informations, veuillez contacter Nicole Bidegain (nbidegain.igtn@gmail.com) et Diana Aguiar (diana@igtn.org)